

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2017/31011]

### 31 JUILLET 2017. — Loi modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation professionnelle des militaires (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

#### CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées*

**Art. 2.** Dans l'article 40, alinéa 3, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, remplacé par la loi du 31 juillet 2013 et modifié par la loi du 21 novembre 2016, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"2<sup>o</sup> a reçu pour son évaluation statutaire de sa nouvelle fonction, la mention "suffisant". "

**Art. 3.** Dans l'article 41, alinéa 3, de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013 et modifié par la loi du 21 novembre 2016, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"2<sup>o</sup> a reçu pour son évaluation statutaire de sa nouvelle fonction, la mention "suffisant". "

**Art. 4.** L'article 66 de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 66. § 1<sup>er</sup>. Le militaire est apprécié annuellement quant à son aptitude professionnelle. Cette appréciation est appelée "l'évaluation professionnelle".

L'évaluation professionnelle comporte trois évaluations :

1<sup>o</sup> l'évaluation de poste;

2<sup>o</sup> l'évaluation statutaire;

3<sup>o</sup> l'évaluation de potentiel.

L'évaluation professionnelle se déroule selon le cycle d'évaluation et les modalités que le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Elle est fondée sur :

1<sup>o</sup> la description de poste du poste occupé par le militaire évalué;

2<sup>o</sup> les compétences comportementales et professionnelles liées à la fonction exercée par le militaire évalué;

3<sup>o</sup> les compétences comportementales génériques inhérentes à la qualité de militaire;

4<sup>o</sup> les compétences comportementales non nécessaires pour la fonction exercée par le militaire, mais requises pour l'exercice d'une autre fonction, selon le cas, d'un autre niveau dans l'organisation, d'un autre niveau de catégorie de personnel ou dans une autre catégorie de personnel.

L'évaluation de poste a pour but d'accompagner le militaire dans l'exercice de sa fonction. Elle est basée sur les éléments visés à l'alinéa 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

L'évaluation statutaire a pour but d'évaluer si le militaire possède les compétences comportementales génériques visées à l'alinéa 3, 3<sup>o</sup>, indispensables à la qualité de militaire, par l'attribution d'une mention "suffisant" ou "insuffisant".

L'évaluation de potentiel a pour but d'estimer le potentiel du militaire. Elle est basée sur les compétences visées à l'alinéa 3, 4<sup>o</sup>.

Les compétences appréciées visées à l'alinéa 3, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, peuvent différer en fonction de la catégorie ou sous-catégorie de personnel du militaire concerné et du poste qu'il occupe.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2017/31011]

### 31 JULI 2017. — Wet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de professionele evaluatie van de militairen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht*

**Art. 2.** In artikel 40, derde lid, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht, vervangen bij de wet van 31 juli 2013 en gewijzigd bij de wet van 21 november 2016, wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> vervangen als volgt :

"2<sup>o</sup> voor zijn statutaire evaluatie in zijn nieuwe functie, de vermelding "voldoende" heeft gekregen."

**Art. 3.** In artikel 41, derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 31 juli 2013 en gewijzigd bij de wet van 21 november 2016, wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> vervangen als volgt :

"2<sup>o</sup> voor zijn statutaire evaluatie in zijn nieuwe functie, de vermelding "voldoende" heeft gekregen."

**Art. 4.** Artikel 66 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 66. § 1. De militair wordt jaarlijks beoordeeld inzake zijn professionele geschiktheid. Deze beoordeling wordt de "professionele evaluatie" genoemd.

De professionele evaluatie omvat drie evaluaties :

1<sup>o</sup> de postevaluatie;

2<sup>o</sup> de statutaire evaluatie;

3<sup>o</sup> de evaluatie van het potentieel.

De professionele evaluatie verloopt volgens de door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalde evaluatiecyclus en nadere regels. Zij is gebaseerd op :

1<sup>o</sup> de postbeschrijving van de post die door de geëvalueerde militair wordt bezet;

2<sup>o</sup> de gedrags- en professionele competenties verbonden aan de functie uitgeoefend door de geëvalueerde militair;

3<sup>o</sup> de generieke gedragscompetenties verbonden aan de hoedanigheid van de militair;

4<sup>o</sup> de gedragscompetenties die niet noodzakelijk zijn voor de door de militair uitgeoefende functie, maar vereist zijn voor de uitoefening van een andere functie, naargelang het geval, van een ander niveau in de organisatie, van een ander niveau van personeelscategorie of in een andere personeelscategorie.

De postevaluatie heeft tot doel de militair bij de uitoefening van zijn functie te begeleiden. Ze is gebaseerd op de elementen bedoeld in het derde lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

De statutaire evaluatie heeft tot doel te evalueren of de militair in het bezit is van de generieke gedragscompetenties bedoeld in het derde lid, 3<sup>o</sup>, onmisbaar voor de hoedanigheid van militair, door de toekenning van een vermelding "voldoende" of "onvoldoende".

De evaluatie van het potentieel heeft tot doel het potentieel van de militair in te schatten. Ze is gebaseerd op de competenties bedoeld in het derde lid, 4<sup>o</sup>.

De beoordeelde competenties bedoeld in het derde lid, 2<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>, kunnen verschillen naargelang de personeelscategorie of -ondercategorie van de betrokken militair en de door hem bezette post.

§ 2. Le militaire est évalué par un premier évaluateur qui est le supérieur militaire hiérarchique du militaire évalué.

Le premier évaluateur est, soit :

- 1° un officier;
- 2° un sous-officier du niveau B qui a au moins suivi avec succès le cours de perfectionnement visé à l'article 112, alinéa 2;
- 3° un sous-officier du niveau C qui a au moins suivi avec succès le cours de perfectionnement visé à l'article 112, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;
- 4° un sous-officier musicien qui a au moins réussi l'examen visé à l'article 50 de la loi du 27 mars 2003 relative au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense.

Si le supérieur militaire hiérarchique du militaire évalué ne répond pas à l'une des conditions visées à l'alinéa 2, un autre militaire répondant aux conditions visées à l'alinéa 2, qui en qualité de premier évaluateur connaît le contenu de la fonction exercée par le militaire évalué est désigné par l'autorité fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le premier évaluateur visé à l'alinéa 3 doit, pour procéder à l'évaluation professionnelle du militaire évalué, demander l'avis du supérieur militaire hiérarchique du militaire évalué, qui peut assister aux entretiens de fonctionnement et aux entretiens d'évaluation.

Le second évaluateur est le supérieur militaire hiérarchique du premier évaluateur exerçant au minimum les attributions de commandant d'unité.

Le premier évaluateur et le second évaluateur appartiennent au même régime linguistique que le militaire évalué.

En dérogation à l'alinéa 6, le premier évaluateur et le second évaluateur qui n'appartiennent pas au même régime linguistique que le militaire évalué, peuvent procéder à l'évaluation, s'ils possèdent, selon le cas :

- 1° comme officier, la connaissance effective de la langue visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;
- 2° comme sous-officier, la connaissance effective de la langue visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la même loi.

Conformément aux alinéas 1 à 7, le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les modalités de désignation des premiers évaluateurs et seconds évaluateurs.

Le militaire évalué peut introduire un recours auprès du second évaluateur au moment et selon la procédure déterminée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le second évaluateur doit, avant de prendre une décision finale, consulter au moins un et au maximum trois conseillers qui ont été proposés par le militaire évalué. Les conseillers peuvent avoir la qualité d'avocat, de représentant syndical ou de militaire du cadre actif. Toutefois, le militaire du cadre actif proposé comme conseiller ne peut pas être ou avoir été : le conjoint, le cohabitant légal ou un parent ou allié jusqu'au quatrième degré du militaire évalué. Les modalités relatives à la proposition et la consultation des conseillers sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

La chaîne hiérarchique ne peut pas donner de mention "insuffisant" à l'évaluation statutaire d'un militaire, si aucun entretien de fonctionnement n'a auparavant été tenu selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 3. L'exercice d'une fonction annexe donne lieu à une évaluation de poste complémentaire par le supérieur militaire hiérarchique du militaire évalué dans le cadre de la fonction annexe, selon les dispositions visées aux § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et § 2.

§ 4. L'autorité que le Roi désigne par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut prévoir, le cas échéant, une évaluation de potentiel supplémentaire.

Sans préjudice de l'application du paragraphe 2, le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des ministres charger un service de la Défense ou une organisation externe à la Défense de l'organisation et de l'exécution de l'évaluation de potentiel. ".

§ 2. De militair wordt geëvalueerd door een eerste evaluator die de militaire hiërarchische meerdere van de geëvalueerde militair is.

De eerste evaluator is, hetzij :

- 1° een officier;
- 2° een onderofficier van niveau B die ten minste de vervolmakingscursus bedoeld in artikel 112, tweede lid, met succes gevolgd heeft;
- 3° een onderofficier van niveau C die ten minste de vervolmakingscursus bedoeld in artikel 112, eerste lid, 2°, met succes gevolgd heeft;
- 4° een onderofficier muzikant die ten minste geslaagd is in het examen bedoeld in artikel 50 van de wet van 27 maart 2003 betreffende het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging.

Indien de militaire hiërarchische meerdere van de militair niet voldoet aan één van de voorwaarden bedoeld in het tweede lid, dan wordt een andere militair die aan de in het tweede lid bedoelde voorwaarden voldoet, die in de hoedanigheid van eerste evaluator de inhoud van de door de geëvalueerde militair uitgeoefende functie kent, aangeduid door de overheid bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Volgens de nadere regels bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, moet de in het derde lid bedoelde eerste evaluator, om tot de professionele evaluatie van de geëvalueerde militair over te gaan, het advies van de militaire hiërarchische meerdere van de geëvalueerde militair vragen, die de functioneringsgesprekken en de evaluatiegesprekken kan bijwonen.

De tweede evaluator is de militaire hiërarchische meerdere van de eerste evaluator die minimum de bevoegdheden van eenheidscommandant uitoefent.

De eerste evaluator en de tweede evaluator behoren tot hetzelfde taalstelsel als de geëvalueerde militair.

In afwijking van het zesde lid, kunnen de eerste evaluator en de tweede evaluator, die niet behoren tot hetzelfde taalstelsel als de geëvalueerde, tot de evaluatie overgaan als ze in het bezit zijn van, naargelang het geval :

- 1° als officier, de wezenlijke kennis van de taal bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;
- 2° als onderofficier, de werkelijke kennis van de taal bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van dezelfde wet.

Overeenkomstig, het eerste tot zevende lid bepaalt de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels voor de aanwijzing van de eerste evaluatoren en de tweede evaluatoren.

De geëvalueerde militair kan een beroep bij de tweede evaluator indienen op het tijdstip en volgens de procedure bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De tweede evaluator moet, alvorens een eindbeslissing te nemen, ten minste één en maximum drie raadgevers, die door de geëvalueerde militair werden voorgesteld, raadplegen. De raadgevers mogen de hoedanigheid hebben van advocaat, vakbondsafgevaardigde, of militair van het actief kader. De militair van het actief kader voorgesteld als raadgever mag evenwel niet zijn of geweest zijn : de echtgenoot, de wettelijke samenwonende of bloed- of aanverwant tot de vierde graad van de geëvalueerde militair. De nadere regels betreffende het voorstel en de raadpleging van de raadgevers worden door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaald.

De hiërarchische keten kan geen vermelding "onvoldoende" geven op de statutaire evaluatie van een militair indien geen functioneringsgesprek voordien werd gehouden volgens de nadere regels bepaald door de Koning « bij een besluit vastgesteld na overleg in de ministerraad ».

§ 3. De uitoefening van een nevenfunctie geeft aanleiding tot een bijkomende poste-evaluatie door de militaire hiërarchische meerdere van de geëvalueerde militair in het kader van de nevenfunctie volgens de bepalingen bedoeld in § 1, vierde lid, en § 2.

§ 4. De overheid die de Koning aanwijst « bij een besluit vastgesteld na overleg in de ministerraad, kan, in voorkomend geval, een bijkomende evaluatie van het potentieel voorzien.

Onverminderd de toepassing van de paragraaf 2, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een dienst van Defensie of een organisatie extern aan Defensie belasten met de organisatie en de uitvoering van de evaluatie van het potentieel. ".

**Art. 5.** L'article 67 de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'article 69 de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, et modifié par la loi du 21 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 4, le 1° est remplacé par ce qui suit :

"1° qu'au 31 décembre de l'année précédente, il ait obtenu la mention "suffisant" à l'occasion de ses deux dernières évaluations statutaires;"

b) dans l'alinéa 5, le 1° est remplacé par ce qui suit :

"1° qu'au 31 décembre de l'année précédente, il ait obtenu la mention "suffisant" à l'occasion de sa dernière évaluation statutaire et qu'il ait obtenu la mention "insuffisant" à l'occasion de son avant-dernière évaluation statutaire;"

c) dans l'alinéa 6, 1°, les mots "appréciation de poste" sont remplacés par les mots "évaluation statutaire";

d) dans l'alinéa 7, 1°, les mots "appréciations de poste" sont remplacés par les mots "évaluations statutaires".

**Art. 7.** Dans l'article 70, alinéa 6, de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013 et modifiés par l'arrêté royal du 10 avril 2014 et par la loi du 3 août 2016, le 2° est remplacé par ce qui suit :

"2° avoir reçu pour son évaluation statutaire de sa nouvelle fonction, la mention "suffisant"."

**Art. 8.** Dans l'article 72/2 de la même loi, inséré par la loi du 31 juillet 2013 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2014, les mots "au moins la mention "suffisant" lors de ses deux dernières appréciations de poste et qu'il conserve au moins cette mention lors des appréciations de poste ultérieures" sont remplacés par les mots "la mention "suffisant" lors de ses deux dernières évaluations statutaires et qu'il conserve cette mention lors des évaluations statutaires ultérieures".

**Art. 9.** Dans l'article 72/3, 2°, de la même loi, inséré par la loi du 31 juillet 2013, les mots "appréciation de poste" sont remplacés par les mots "évaluation statutaire".

**Art. 10.** Dans l'article 72/5, alinéa 2, 1°, de la même loi, inséré par la loi du 31 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "au moins" sont abrogés;

b) les mots "appréciations de poste" sont remplacés par les mots "évaluations statutaires".

**Art. 11.** Dans l'article 73, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "et, le cas échéant, à l'article 67," sont abrogés.

**Art. 12.** Dans l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1°, les mots "appréciations de poste" sont remplacés par les mots "évaluations statutaires";

b) dans le 2°, les mots "estimations du potentiel visées à l'article 67" sont remplacés par les mots "évaluations de potentiel visées à l'article 66".

**Art. 13.** Dans l'article 139, alinéa 3, de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1°, les mots "appréciations de poste" sont remplacés par les mots "évaluations statutaires";

b) dans le 2°, les mots "estimations du potentiel visées à l'article 67" sont remplacés par les mots "évaluations de potentiel visées à l'article 66".

**Art. 14.** Dans l'article 178/2, alinéa 6, 2°, de la même loi, inséré par la loi du 31 juillet 2013, les mots "appréciations de poste" sont remplacés par les mots "évaluations statutaires".

**Art. 5.** Artikel 67 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 69 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, en gewijzigd bij de wet van 21 november 2016 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het vierde lid, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

"1° hij op 31 december van het voorgaande jaar, de vermelding "voldoende" heeft bekomen ter gelegenheid van zijn twee laatste statutaire evaluaties;"

b) in het vijfde lid, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

"1° hij op 31 december van het voorgaande jaar de vermelding "voldoende" ter gelegenheid van zijn laatste statutaire evaluatie en de vermelding "onvoldoende" ter gelegenheid van zijn voorlaatste statutaire evaluatie bekomen heeft;"

c) in het zesde lid, 1°, wordt het woord "postbeoordeling" vervangen door de woorden "statutaire evaluatie";

d) in de zevende lid, 1°, wordt het woord "postbeoordelingen" vervangen door de woorden "statutaire evaluaties".

**Art. 7.** In artikel 70, zesde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 31 juli 2013 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014 en de wet van 3 augustus 2016, wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt :

"2° voor zijn statutaire evaluatie in zijn nieuwe functie, de vermelding "voldoende" hebben gekregen."

**Art. 8.** In artikel 72/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, worden de woorden "minstens de vermelding "voldoende" heeft bekomen ter gelegenheid van zijn twee laatste postbeoordelingen en hij minstens deze vermelding behoudt ter gelegenheid van de latere postbeoordelingen" vervangen door de woorden "de vermelding "voldoende" heeft bekomen ter gelegenheid van zijn twee laatste statutaire evaluaties en hij deze vermelding behoudt ter gelegenheid van de latere statutaire evaluaties".

**Art. 9.** In artikel 72/3, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, wordt het woord "postbeoordeling" vervangen door de woorden "statutaire evaluatie".

**Art. 10.** In artikel 72/5, tweede lid, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, worden de volgende aanwijzingen aangebracht :

a) in de Franse tekst, worden de woorden "au moins" opgeheven;

b) het woord "postbeoordelingen" wordt vervangen door de woorden "statutaire evaluaties".

**Art. 11.** In artikel 73, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "en, in voorkomend geval, in artikel 67," opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 84, § 1, vijfde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet 31 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 1°, wordt het woord "postbeoordelingen" vervangen door de woorden "statutaire evaluaties";

b) in de bepaling onder 2°, worden de woorden "potentieel-inschattingen bedoeld in artikel 67" vervangen door de woorden "evaluaties van het potentieel bedoeld in artikel 66".

**Art. 13.** In artikel 139, derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet 31 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 1°, wordt het woord "postbeoordelingen" vervangen door de woorden "statutaire evaluaties";

b) in de bepaling onder 2°, worden de woorden "potentieel-inschattingen bedoeld in artikel 67" vervangen door de woorden "evaluaties van het potentieel bedoeld in artikel 66".

**Art. 14.** In artikel 178/2, zesde lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, wordt het woord "postbeoordelingen" vervangen door de woorden "statutaire evaluaties".

**Art. 15.** Dans l'article 255, 2°, de la même loi, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots "au moins" sont supprimés;  
 b) les mots "appréciations de poste" sont remplacés par les mots "évaluations statutaires".

CHAPITRE 3. — *Entrée en vigueur*

**Art. 16.** La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard le 31 décembre 2018.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
 S. VANDEPUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

le Vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Economie  
 et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur  
 K. PEETERS

\_\_\_\_\_  
 Note

(1) Chambre des Représentants  
 ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)) :  
 Documents : 54-2542  
 Compte rendu intégral : 13 juillet 2017

**Art. 15.** In artikel 255, 2°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) het woord "minstens" wordt opgeheven;  
 b) het woord "postbeoordelingen" wordt vervangen door de woorden "statutaire evaluaties".

HOOFDSTUK 3. — *Inwerkingtreding*

**Art. 16.** Deze wet treedt in werking op de datum bepaald door de Koning en uiterlijk op 31 december 2018.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,  
 S. VANDEPUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :  
 de Vice-Eersteminister en Minister van Werk, Economie  
 en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel,  
 K. PEETERS

\_\_\_\_\_  
 Nota

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers  
 ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) :  
 Stukken : 54-2542  
 Integraal verslag : 13 juli 2017

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/13039]

**9 AVRIL 2017. — Loi visant à renforcer la mobilité des juges consulaires nommés avant le 1<sup>er</sup> avril 2014. — Traduction allemande**

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la loi du 9 avril 2017 visant à renforcer la mobilité des juges consulaires nommés avant le 1<sup>er</sup> avril 2014 (*Moniteur belge* du 25 avril 2017).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/13039]

**9 APRIL 2017. — Wet houdende ruimere mobiliteit van de vóór 1 april 2014 benoemde rechters in handelszaken. — Duitse vertaling**

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de wet van 9 april 2017 houdende ruimere mobiliteit van de vóór 1 april 2014 benoemde rechters in handelszaken (*Belgisch Staatsblad* van 25 april 2017).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

#### FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C – 2017/13039]

**9. APRIL 2017 — Gesetz im Hinblick auf eine größere Mobilität der vor dem 1. April 2014 ernannten Handelsrichter — Deutsche Übersetzung**

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Gesetzes vom 9. April 2017 im Hinblick auf eine größere Mobilität der vor dem 1. April 2014 ernannten Handelsrichter.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.

#### FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST JUSTIZ

**9. APRIL 2017 — Gesetz im Hinblick auf eine größere Mobilität der vor dem 1. April 2014 ernannten Handelsrichter**

PHILIPPE, König der Belgier,  
 Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen und Wir sanktionieren es:

**Artikel 1** - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

**Art. 2** - Artikel 153 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 zur Reform der Gerichtsbezirke und zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches im Hinblick auf eine größere Mobilität der Mitglieder des gerichtlichen Standes, abgeändert durch das Gesetz vom 21. März 2014, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Präsident des Handelsgerichts kann allerdings entsprechend den Erfordernissen des Dienstes einen oder mehrere Handelsrichter, die damit einverstanden sind, bestimmen, um ihr Amt gleichzeitig in einer oder mehreren anderen Abteilungen des Bezirks, in dem die betreffenden Handelsrichter ernannt sind, auszuüben."